



ÉCONOMAT DES ARMÉES

DIRECTION GÉNÉRALE

Direction des achats

Appel d'offres ouvert
DCE n° 2025/0640/EdA-DA/ Fourniture d'aliments et
d'aliments diététiques secs complets pour chiens au profit
des clients de l'EdA implantés en France métropolitaine,
dans les DROM-COM et à l'étranger du 20/06/2025

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
applicable à l'accord-cadre à bons de commande

Annexe 1 – Liste des points de livraison

Annexe 2 - Classification des litiges et autorités chargées de leur traitement

Annexe 3 – Déclaration de chiffre d'affaires

Annexe 4 – Eléments de reporting

Annexe 5 - Document de référencement de nouveaux produits

S O M M A I R E

Préambule.....	4
ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	4
2.1. Parties contractantes et bénéficiaires	4
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre a bons de commande.....	4
2.3. Durée de l’accord-cadre a bons de commande	5
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre a bons de commande.....	5
2.5. Clause de reexamen.....	5
2.6. Non-reconduction.....	6
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	6
3.1. Dispositions générales.....	6
3.2. Priorité des pièces	6
3.3. Documents de références	7
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS.....	7
4.1. Substitution de produits.....	7
4.2. Prix promotionnels	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	8
5.1. Détermination.....	8
5.2. révision des prix	9
5.3. Clause de sauvegarde	9
ARTICLE 6 – CORRESPONDANT EN CHARGE DU SUIVI DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	9
ARTICLE 7 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	10
7.1. Autorités chargées de l’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	10
7.2. Schéma d’exécution de l’accord-cadre à bons de commande.....	10
7.3. Passation des commandes	10
7.4. Modification de commande client.....	11
7.5. Points particuliers.....	11
7.6. Reporting	11
ARTICLE 8 – LIVRAISON.....	11
8.1. Conditions et délais de livraison	11
8.2. Cas particulier pour les marchandises destinées à l’export	12
8.3 Processus de livraison	12
ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIÈRES	14
9.1. Mandat administratif	14
9.2. Système de règlement par carte d’achat.....	16
9.3. Rémunération de l’EdA au titre de l’intermédiation contractuelle	18

ARTICLE 10 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION	20
10.1. Sanctions pour exécution fautive	20
10.2. Pénalités	20
10.3. Exécution aux frais et risques	22
10.4. Résiliation	23
ARTICLE 11 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ.....	24
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ	24
ARTICLE 13 – LITIGES.....	24
ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	25

Préambule

Par application du code de la commande publique par « accord-cadre à bons de commande » il convient de comprendre « ancien marché à bons de commande ».

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture d'aliments et d'aliments diététiques secs complets pour chiens au profit des clients de l'EdA implantés en France métropolitaine, dans les DROM-COM et à l'étranger. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour lequel l'EdA, centrale d'achat, agit pour le compte d'autres pouvoir adjudicateur (intermédiation contractuelle).

La fourniture comprend l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, le transport, la livraison à (aux) l'adresse(s) indiquée(s) en annexe 1 au présent document, la facturation, la gestion des litiges, le paiement de la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre tous les moyens d'exécution des prestations afin d'assurer un démarrage optimal : recrutements éventuels, achats de matériels, demandes d'habilitation, établissement des documents d'hygiène et de sécurité, etc.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES ET BENEFICIAIRES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

- ✎ D'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».
- ✎ D'autre part, **la société** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

Les bénéficiaires de l'accord-cadre à bons de commande sont les formations clientes qui procèdent aux commandes, réceptions, paiements des factures, traitements des litiges de 1^{er} et de 2^{ème} niveau avec le titulaire, et transmettent à l'EdA des informations sur la qualité des prestations du titulaire et les éventuelles anomalies constatées.

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures à bons de commande sans minimum financier annuel, avec un montant financier estimatif annuel et avec un maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les art. R 2161-2 et suivants relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Lot n°	Désignation	Montant financier annuel estimatif en € (H.T.)	Montant financier estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € H.T.	Maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € H.T.
1	Fourniture d'aliments et d'aliments diététiques secs complets pour chiens au profit des clients de l'EdA implantés en France métropolitaine, dans les DROM-COM et à l'étranger	1 088 000,00 €	4 352 000,00 €	13 056 000,00 €

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une durée de douze (12) mois.

La date de notification constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois à compter de sa date anniversaire.

Après ces deux reconductions annuelles, l'accord-cadre à bons de commande est reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 17 février 2026.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

- L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :
 - les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
 - toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.
- L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'ordre de service dans les cas suivants :
 - l'intégration de nouveaux points finaux de livraison dans l'accord-cadre à bons de commande ;
 - l'intégration de nouveaux bénéficiaires dans la limite du seuil de 50% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande ;
 - l'intégration de nouveaux produits dans la limite fixée à l'article 4.2 du présent document ;
 - le retrait de produits.

2.5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification (sauf les cas où le pourcentage est précisé), dans les circonstances suivantes :

- Le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits, correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, dans la limite de 10 % du montant estimatif annuel de ce dernier.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur. Il doit respecter les conditions suivantes :

- le titulaire renseigne le « Document de référencement ou substitution de nouveaux produits » fourni en annexe 5 du présent CCAP sur la partie qui le concerne ;
 - le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits ; l'acceptation est notifiée par ordre de service ;
 - les produits retenus peuvent alors être proposés aux formations clientes par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.
- Le retrait de produits

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;
- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite et motivée du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur ou le titulaire : Chaque partie peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à bons de commande. Cette décision doit être notifiée à l'autre partie au plus tard :

- Pour les périodes de reconduction d'un (1) an : quatre (4) mois avant la fin de la période contractuelle ;
- Pour les périodes de reconduction de six (6) mois : deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées infra (article 3.2.1 et 3.2.2).

3.2.1. PIÈCES SPECIFIQUES

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. PIÈCES GENERALES

Les pièces générales régissant les accords-cadres à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) passés au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021), sauf dérogations mentionnées à l'article 14 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014) ;
- les normes, les codes des usages professionnels, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP et la(es) notice(s) technique(s) annexées (« NT »).

3.3. DOCUMENTS DE REFERENCES

Les énumérations du présent document, les recommandations et normes applicables aux produits sont ceux en vigueur au moment de la rédaction des documents.

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Les données communiquées par le titulaire doivent être **fiables et cohérentes avec la réalité**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande. Le titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès de la formation cliente pour la commande de substitution. La formation cliente ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés.
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur.

Toute modification du référentiel produit (numéro d'agrément sanitaire, caractéristiques, conditionnement...) ou concernant le titulaire (modification compte bancaire, etc.) doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard quarante-cinq (45) jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique, télécopie ou voie postale. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard deux (2) semaines avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos des produits doit également être transmise quarante-cinq (45) jours calendaires avant le changement.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 10.2 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 10.3 du présent CCAP.

La formation cliente en coordination avec le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Tous les prix de l'accord-cadre à bons de commande peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;

- des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses - une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;

- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

En cas d'accord De l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. DÉTERMINATION

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec au plus deux décimales, hors taxes sur la valeur ajoutée :

-franco de 300 kg minimum pour une livraison en France métropolitaine pour les produits de la gamme courante.

-franco de 3 à 4 sacs minimum pour une livraison en France métropolitaine pour les produits de la gamme diététique.

Les prix sont fixés dans le tableau de présentation des offres à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage, la livraison en France Métropolitaine ;
- la rémunération au titre de l'intermédiation contractuelle.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre est septembre 2025.

5.2. REVISION DES PRIX

Les prix sont ajustés annuellement à chaque date anniversaire.

Le titulaire doit faire parvenir au pouvoir adjudicateur la liste de ses prix réactualisés quarante-cinq (45) jours avant la date anniversaire. En cas de non-respect de ce délai, le prix applicable à l'année en cours est tacitement reconduit.

L'application des nouveaux prix fait l'objet d'une décision motivée après approbation expresse par le pouvoir adjudicateur.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de circonstances exceptionnelles, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer des révisions en cours d'année pour les produits concernés (exemples : évolution de la fiscalité, aléas liés au cours des matières premières, etc.).

5.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas de hausse de prix annuelle de l'accord-cadre à bons de commande supérieure à 5% par rapport au montant de l'offre initialement convenu ou dernier montant de l'offre connu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

ARTICLE 6 – CORRESPONDANT EN CHARGE DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

Le correspondant de l'Econamat des Armées (pouvoir adjudicateur) en charge du suivi courant de l'accord-cadre à bons de commande est le chef de produits, dont les coordonnées sont fournies par l'EdA au titulaire dans la phase préliminaire à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Afin de garantir une gestion optimale de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire désigne dans l'annexe 5 à l'acte d'engagement les personnes qualifiées et ayant la responsabilité de

prendre toutes décisions au nom du titulaire pour la gestion administrative et technique de l'accord-cadre à bons de commande.

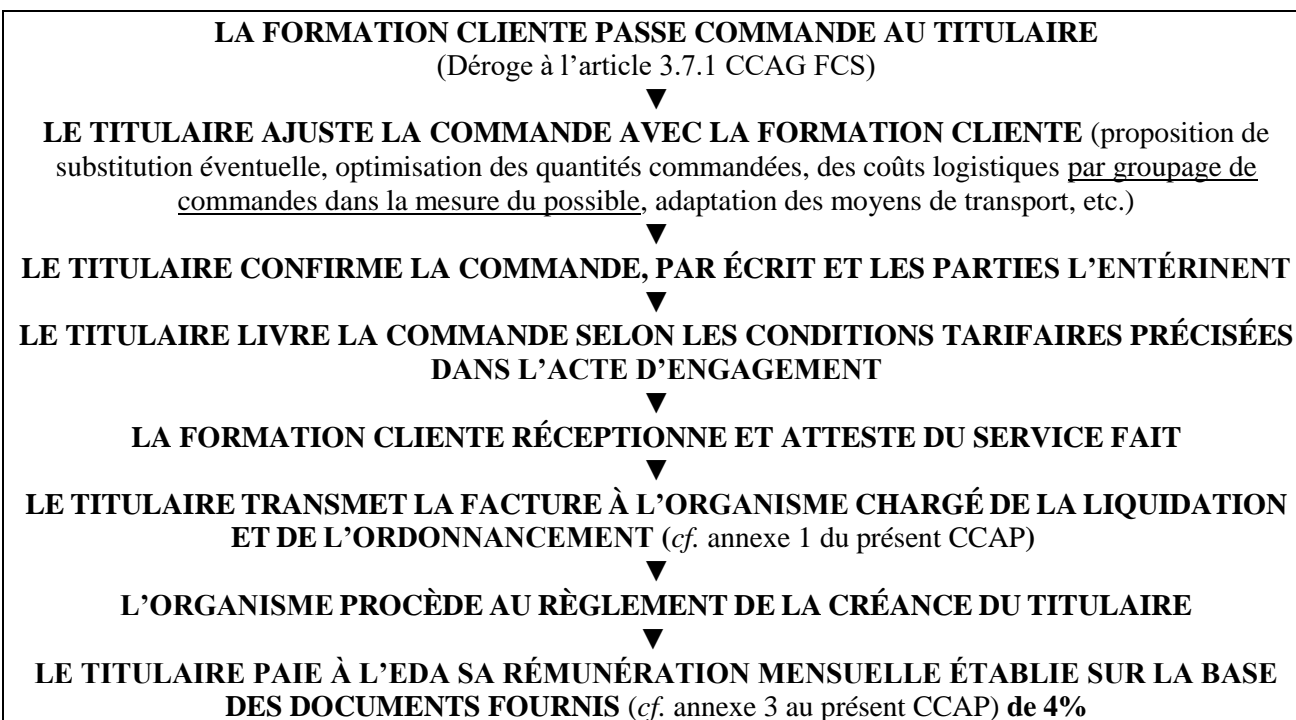
ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

7.1. AUTORITES CHARGÉES DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Tous les renseignements nécessaires concernant les formations clientes figurent en annexe 1 au présent document.

ATTENTION : l'adresse de livraison n'est pas la même que celle indiquée pour la facturation. Le titulaire ne doit donc pas joindre sa facture aux produits livrés.

7.2. SCHÉMA D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE



7.3. PASSATION DES COMMANDES

Le processus de commande est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et la formation cliente ; il doit toutefois respecter les conditions suivantes :

- la formation cliente du pouvoir adjudicateur passe ses commandes (fax, email) en jour J ouvré¹ avant 12h ;
- le titulaire confirme à la formation cliente le lendemain avant 12h00 la disponibilité des produits ou l'informe de l'indisponibilité d'un ou plusieurs produits ;

¹ jours ouvrés : du lundi au vendredi sauf jours fériés.

- le titulaire et la formation cliente s'entendent ensuite pour aboutir à une commande définitive approuvée par les deux parties le lendemain avant 16h00 ;
- la livraison à la formation cliente ne doit pas excéder 5 jours ouvrés soit J+5.

Les bons de commande doivent impérativement mentionner :

- les nom et adresse de la formation cliente ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande, le cas échéant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (la société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la(es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison du client ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit toutes taxes comprises hors TVA ;
- le montant total de la commande toutes taxes comprises hors TVA ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée à passer commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire ; elle ne peut être supérieure à un mois après la fin de l'accord-cadre à bons de commande.

7.4. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

7.5. POINTS PARTICULIERS

Cadeaux et participations

Des objets publicitaires (laisses, friandises, etc...) peuvent être demandés par les formations clientes au fournisseur, le fournisseur s'engageant à en informer l'EdA.

7.6. REPORTING

Le titulaire communique mensuellement un reporting (annexe 4 au présent document) des volumes vendus aux formations clientes sur le mois écoulé ainsi que le chiffre d'affaires réalisé par produit.

ARTICLE 8 – LIVRAISON

8.1. CONDITIONS ET DELAIS DE LIVRAISON

Les livraisons s'effectuent, franco de port et d'emballage aux adresses indiquées à l'annexe 1 au présent CCAP.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande livre les produits aux formations clientes dans les conditions définies ci-après :

- les livraisons sont effectuées avec un minimum de commande de 300 kg pour la gamme courante (sans ordonnance) et 3 à 4 sacs pour la gamme diététique (avec ordonnance) ;
- le minimum de commande est le sac ;
- les /DDM restantes des produits doivent être au minimum de dix (10) mois ;

- le délai de livraison ne doit pas dépasser cinq (5) jours ouvrés.

Accès aux sites sécurisés : les formations clientes étant des sites sensibles, leur accès peut être réglementé. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre afin de se mettre en conformité avec les éventuelles contraintes d'accès et de circulation intérieure du site client.

8.2. CAS PARTICULIER POUR LES MARCHANDISES DESTINES A L'EXPORT

Au plus tard le jour de chargement, le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur par télécopie ou par courrier électronique les documents suivants :

- la liste de colisage ;
- la facture des produits (sous format txt ou excel) ;
- les certificats sanitaires : le titulaire s'assure de leur conformité en fonction de la destination des produits ;
- tous les documents douaniers et logistiques et les documents d'accompagnement commerciaux nécessaires à l'exportation ;
- les certificats d'origine ainsi que les certificats ESB et OGM si demandés ;
- le relevé des numéros de factures par chargement ou livraisons.

Ces mêmes documents sont transmis au pouvoir adjudicateur avec les factures originales dans les 48 heures qui suivent le chargement.

Toutes pertes de marchandises dues à un défaut du certificat sanitaire sont prises en charge par le titulaire.

Certaines destinations nécessitent une gestion de documents spécifiques qui s'ajoutent aux documents d'exportation.

L'EdA s'engage à fournir tous les modèles et les modalités de renseignements des documents spécifiques en fonction des destinations. Le suivi et la gestion de ces documents d'accompagnement impliquent une formation spécifique du personnel du titulaire.

En cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les documents spécifiques existants peuvent évoluer ; le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de ces changements et le titulaire les met en place le plus rapidement possible afin que les produits puissent être acheminées. De la même manière, une nouvelle destination peut imposer de nouvelles dispositions en matière de documents d'accompagnement des denrées, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des nouvelles dispositions et le titulaire les met en application.

Une copie de l'ensemble de ces documents est envoyée au pouvoir adjudicateur dès la facturation de la prestation par le titulaire de préférence par mail, à défaut par courrier.

Dans le cas où les formalités douanières à l'exportation sont effectuées par le titulaire, les documents douaniers sont joints aux marchandises. Les frais sont refacturés à l'identique au pouvoir adjudicateur. Une copie de cette facture est jointe à la facture des marchandises transmise à l'EdA.

Dans tous les cas, la livraison des marchandises destinées à l'export a lieu en France métropolitaine à l'adresse suivante :

Nemours 2
12 rue Gustave Eiffel
Entrée camion route de Sens
77140 NEMOURS

8.3 PROCESSUS DE LIVRAISON

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Chaque colis présente une étiquette reprenant le nom du client et la nature des

produits, la désignation du produit et toutes mentions obligatoires conformément à la réglementation en vigueur.

8.3.1. CONDITIONNEMENT

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

8.3.2. ÉTIQUETAGE DES COLIS

Chaque colis présente une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation.

8.3.3. HORAIRES DE LIVRAISON

Les jours et heures de livraison sont déterminés, après notification, par accord entre le titulaire et la formation cliente.

8.3.4. BONS DE LIVRAISON

Toute livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison. En l'absence de ce dernier, la livraison est refusée par la formation cliente.

Le bordereau de livraison est établi en deux (2) exemplaires émargés par les deux parties dont un exemplaire est réservé au fournisseur et un exemplaire remis lors de la livraison de la marchandise.

Le bordereau de livraison valorisé doit comporter :

- les coordonnées de la société ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les références de la commande ;
- l'identification de la formation cliente destinataire ;
- les codes articles ;
- **le n° de lot des produits et leurs DDM ;**
- les quantités livrées par article ;
- les montants unitaires des produits en euros toutes taxes comprises hors TVA ;
- le montant total à payer en euros toutes taxes comprises hors TVA ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et formation cliente).

Un exemplaire du bon de livraison émargé doit être annexé à la facture pour son paiement.

Le titulaire établit un bon de livraison par commande.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par la formation cliente vaut transfert de propriété des produits.

8.3.5. CONTROLES A LA LIVRAISON

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées lors de l'arrivée des produits sur le lieu de livraison finale.

En fonction des contrôles effectués par la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la date de la livraison.

Lors de l'ouverture des colis, et dans les deux (2) jours ouvrables suivant la date de la livraison, si le client constate une défectuosité que le contrôle à la réception, qui ne peut pas être approfondi, n'a pas permis de déceler, il a la possibilité de refuser les marchandises concernées. Il adresse un courriel ou une télécopie au titulaire relatant l'incident.

En fonction des contrôles effectués sur le quai de réception de la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivants la date de la livraison.

Les produits facturés, mais constatés manquants lors du contrôle des produits effectués par le destinataire final, font l'objet d'une annotation sur le bon de livraison.

La formation cliente (dont la dénomination est indiquée sur le bon de commande) établit les contrôles suivants en réception :

- identité du titulaire (ou son sous-traitant logistique : à indiquer) ;
- respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- conformité des documents de transport et de livraison ;
- conformité de la livraison par rapport à la commande confirmée ;
- comptage des supports par référence (colis, palettes, etc.) ;
- état apparent des colis ;
- contrôle des lots ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités des produits.

Le titulaire fait connaître par retour s'il souhaite reprendre la marchandise ou s'il demande à la formation cliente de procéder à sa destruction et doit indiquer dans ce cas les conditions et procédures règlementaires à suivre. Les frais de reprise ou de destruction de la marchandise sont à la charge du titulaire. La reprise, si elle est choisie par le titulaire, doit être opérée sous quinze (15) jours calendaires à compter de la demande (sous réserve de la possibilité technique de conserver les produits défectueux). Passé ce délai, la formation cliente procède à la destruction des produits concernés aux frais du titulaire.

8.3.6. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et la formation cliente est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties.

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. À chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIÈRES

Les règlements se font en fonction des clients, par virement administratif ou via le système de la carte achats

9.1. MANDAT ADMINISTRATIF

9.1.1. ÉMISSION ET ENVOI DES FACTURES

Le titulaire livre les produits à la formation cliente, laquelle certifie le bon de livraison valorisé. Cette signature autorise l'émission de la facture par le titulaire et son envoi à **l'organisme chargé de la liquidation et de l'ordonnancement (service exécutant indiqué dans l'Annexe n°1 au présent**

document). Chaque facture est numérotée et fait référence à **une commande précise** pour l'accord-cadre à bons de commande considéré.

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures : (https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_index).

9.1.2. DESCRIPTIF DES FACTURES

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter au minimum les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- **le numéro d'engagement juridique ;**
- le code du service exécutant repris du bon de commande ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- les noms et adresse de la formation cliente (adresse de livraison) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du bon de livraison correspondant ;
- la nature des produits livrés, leur quantité ou leur poids et leur prix unitaire hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- la date de livraison ;
- le(s) code(s) produit(s) du fournisseur ;²
- le montant unitaire de chaque produit hors taxes ;
- le montant total HT de la commande ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

9.1.3. MODALITES DE REGLEMENT

- Mode de paiement

Le compte bancaire ou postal est indiqué dans l'acte d'engagement.

- Délai de paiement

Le paiement des factures intervient par mandat administratif dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré en annexe 1 au présent document.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 9.1, la formation cliente ou son organisme de paiement prévient par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

- Intérêts moratoires

A défaut de paiement dans les trente (30) jours maximums à compter de la réception de facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points

²Ce(s) code(s) produit(s) doit (vent) être identique(s) à celui (ceux) mentionné(s) dans les bons de livraison

de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations (client de l'EdA) n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

9.1.4. AVANCES/ACOMPTES

Aucune avance ou aucun acompte, ni forfaitaire, ni facultatif n'est versé.

9.1.5. AUTORITE CHARGEE D'ASSURER L'EMISSION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT (SERVICE EXECUTANT) DES FACTURES ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le nom de l'autorité chargée d'assurer l'émission de la demande de paiement (service exécutant) des factures est indiqué à l'annexe 1 du présent document.

9.2. SYSTÈME DE RÈGLEMENT PAR CARTE D'ACHAT

Le présent article a pour objet de fixer les modalités d'exécution du présent accord-cadre à bons de commande selon le système par carte d'achat de passation des commandes, conformément aux dispositions du décret n° 2023-209 du 27 mars 2023-.

Le titulaire dispose d'un délai maximum d'un (1) mois pour la mise en place de la carte d'achat, à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande.

9.2.1. MISE EN PLACE DU DISPOSITIF CARTE D'ACHAT

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à passer un contrat fournisseur carte achats avec l'organisme bancaire (titulaire du marché conclu par l'administration relatif à l'acquisition de carte d'achat et de prestations annexes à destination des agents du ministère des armées), ou l'un de ses correspondants bancaires.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande est attirée sur le fait que l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par carte d'achat entraîne des frais de gestion.

Par ailleurs, la banque du titulaire doit pratiquer le dispositif carte d'achat. Les banques notamment BNP, Natixis, Banque populaire, HSBC, Société Générale, Crédit Mutuel et Caisse d'Epargne acceptent ce dispositif.

9.2.2. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les commandes passées au titre de l'accord-cadre à bons de commande peuvent être notifiées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n° 2023-209 du 27 mars 2023.

Les bons de commandes émis par carte d'achat peuvent être de deux natures :

- dématérialisés au moyen du portail Internet (interface entre l'administration et le titulaire) ;
- transmis par télécopie ou par courrier électronique.

Les commandes émises en dehors du dispositif d'exécution de la carte d'achat doivent être rejetées par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'un paiement par l'administration.

Les bons de commandes portent les mentions suivantes :

- les noms et adresse de la formation cliente ;
- le numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- **le numéro d'engagement juridique ;**
- le code du service exécutant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (société) ;

- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la (es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison du client ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- le conditionnement ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit hors taxes ;
- le montant total HT de la commande ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer ;
- les signatures, nom et qualité de la personne habilitée à passer commande.

9.2.3 MESURES TRANSITOIRES

Dans le premier mois suivant la notification et dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas encore mis en place la carte d'achat, le bon de commande est émis sur support papier en comportant les mêmes éléments que ceux cités au paragraphe 9.1.2 et fait l'objet d'un paiement dans les conditions fixées à l'article 9.1 du présent CCAP.

9.2.4 CAS DU REFUS OU DU RETRAIT DE L'AGREMENT DE CARTE D'ACHAT PAR L'EMETTEUR EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'agrément du titulaire peut être refusé ou lui être retiré en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'émetteur des cartes d'achat (établissement bancaire).

Dans ce cas, les bons de commande sont émis sur support papier en comportant les mêmes éléments que ceux cités au paragraphe précédent (ne figurent plus les informations relatives au porteur de la carte d'achat).

Le règlement de la facture est effectué par mandat administratif dans un délai maximum de trente (30) jours par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré dans l'acte d'engagement :

- soit de sa réception si la fourniture est admise ;
- soit de l'admission de la fourniture si la date de réception de la facture lui est antérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ouvre au titulaire le droit à paiement d'intérêts moratoires calculés au taux de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

9.2.5 MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

Un récapitulatif de commande est adressé au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande en fin de décade. Ce récapitulatif mentionne également les noms, prénoms, coordonnées et signature du porteur de la carte d'achat ainsi que le numéro de la carte d'achat (lorsque le client paye par carte achat), sa date de validité et enfin, le numéro de compte client chez le titulaire.

Parallèlement, le titulaire s'engage à adresser les factures en un seul exemplaire en précisant impérativement si la facture a été acquittée (par carte d'achat ou par virement administratif), à l'adresse du service exécutant chargé de la liquidation.

Chaque facture correspond à une commande et comporte obligatoirement :

- la raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la désignation et le numéro du compte à créditer ;
- le numéro, la date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro et la date de la commande ;
- **le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande ;**
- le code du service exécutant repris du bon de commande ;
- la désignation des fournitures reprise du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison correspondant,
- la nature des produits livrés, leur quantité ou leur poids et leur prix unitaire hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- la date de facturation ;
- la date de la livraison ;
- le(s) code(s) produit(s) du fournisseur³ ;
- les prix unitaires hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

En cas de litige relatif au montant des factures, la formation cliente dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception du relevé d'opérations de l'organisme bancaire par le service liquidateur de l'administration pour notifier ses observations au titulaire.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place, conjointement avec l'émetteur des cartes d'achat un dispositif d'avoirs.

En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif, la formation cliente se réserve le droit d'émettre un titre de perception permettant de recouvrer les créances concernées.

9.2.6 REGIME DEROGATOIRE

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne peut procéder au nantissement ou à la cession de tout ou partie du présent accord-cadre à bons de commande.

9.2.7 AUTORITES CHARGEES D'ASSURER LA LIQUIDATION ET L'ORDONNANCEMENT (SERVICE EXECUTANT) DES FACTURES ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le nom de l'autorité chargée d'assurer la liquidation et l'ordonnancement des factures est indiquée à l'annexe 1 du présent document.

9.3. RÉMUNÉRATION DE L'EDA AU TITRE DE L'INTERMÉDIATION CONTRACTUELLE

Elle se compose d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires TTC réalisé chaque mois de 4 %.

Le chiffre d'affaires est le produit de la fourniture, à la formation cliente de l'EdA, des produits définis contractuellement entre l'EdA et l'attributaire, aux prix validés et pratiqués sur la période concernée.

9.3.1. PROCEDURE

• Déclaration de chiffres d'affaires et reporting

Le titulaire doit fournir mensuellement, dans les vingt (20) jours ouvrés suivant la fin du mois concerné, sous forme de fichier de type EXCEL les annexes 3 et 4 au présent document avec différentes données à indiquer.

³Ce(s) code(s) produit(s) doit (vent) être identique(s) à celui (ceux) mentionné(s) dans les bons de livraison

Les données financières sont en euros HT.

Ces documents doivent donner le même total.

- ***Émission de la facture d'intermédiation contractuelle (IC)***

Le titulaire transmet les « annexes reporting » les annexes 3 et 4 au présent document à Mme Laura Noury (), chargée de la facturation.

À réception des éléments mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur effectue des contrôles et émet une facture.

- ***Mode de paiement de l'intermédiation contractuelle (IC)***

Le titulaire règle les factures à l'EdA dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement intervient par virement bancaire, rappelant les numéros et date de facture ou par chèque à l'ordre de l'Economat des Armées.

En cas de défaut de paiement et après plusieurs relances, l'EdA se réserve la possibilité d'initier une procédure de recouvrement par voie d'huissier.

En cas de retard, défaut ou reliquat de paiement de la part des clients, le paiement de l'intermédiation contractuelle se fait au prorata des sommes perçues par le titulaire.

- ***Contrôle des éléments communiqués***

Le titulaire adresse à l'EdA par courrier recommandé avec AR, une fois par an dans le courant du 1^{er} semestre suivant l'année écoulée, à l'attention de la Direction des Achats, une attestation de son Expert-Comptable ou Commissaire aux Comptes certifiant le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année N.

- ***Intérêts moratoires***

À défaut de paiement dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'émission de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le titulaire n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

9.3.2. DEFAUT DE DECLARATION

- ***Déclaration erronée***

- En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le mois précédent.

- En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de dix (10) % basée sur la totalité des sommes certifiées sur le mois concerné.

- **Défaut de déclaration**

Dans le cas où le titulaire omet de communiquer au pouvoir adjudicateur dans les délais susmentionnés le chiffre d'affaires du mois écoulé, le titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article 10.2 du présent document.

ARTICLE 10 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION

10.1. SANCTIONS POUR EXÉCUTION FAUTIVE

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 10.2	Défaillance temporaire du Titulaire	Défaillance du Titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (<i>cf. article 10.2</i>)	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au Titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

10.2. PÉNALITÉS

Retard	<p>En cas de retard de livraison des produits hors tolérance, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer une pénalité forfaitaire par livraison concernée de :</p> $P = (V \times N) \times 10 \%$ <p><u>Avec</u> :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ;</p> <p>V : valeur en euro HT des produits livrés en retard ;</p> <p>N : nombre d'heures de retard.</p>
---------------	---

<p>Rupture</p>	<p>Si un retard de livraison est supérieur à quatre (4) heures pour un bon de commande, la formation cliente considère alors que c'est une rupture.</p> <p>Dans ce cas, une pénalité est appliquée :</p> $P = V \times 20 \%$ <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ;</p> <p>V : valeur des produits en euro HT non livrés.</p> <p>Cette non-livraison constitue une entorse grave au présent accord-cadre à bons de commande et peut être la cause d'une exécution aux frais et risques telle que prévue à l'article 10.3 du présent document.</p>
<p>Modification fautive du référentiel produit</p>	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues au présent CCAP notamment du droit que se réserve le Pouvoir Adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.</p>
<p>Non-conformité générale</p>	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyses de laboratoire (art. 9.3 du CCTP) ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur une pénalité de trois cents (300) € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non conformes dans un délai de dix (10) jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non conformes, les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 10.4.3 du présent CCAP.</p>
<p>Alerte sanitaire</p>	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel < 200 K € ; - 10 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel >200 K€ < 500 K€ ; - 15 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif > 500 K€ < 1 M€ ; - 20 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec montant estimatif >1 M€. <p>Un minimum forfaitaire de sept cent cinquante (750) € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>

Retard de déclaration de chiffre d'affaires	Dans le cas où le titulaire omet de communiquer dans les délais susmentionnés le CA du mois écoulé au pouvoir adjudicateur, ce dernier établit sa facture, au vu de la déclaration fournie par la formation cliente, majorée de 1,5 % du CA réalisé sur le mois concerné.
Retard de paiement de la rémunération d'IC	<p>À défaut de paiement dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'émission de la facture, des intérêts moratoires sont dus.</p> <p>Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.</p> <p>En outre, le titulaire n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante 40 euros.</p>
Déclaration erronée	<p>En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le mois précédent ;</p> <p>En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de dix (10) % basée sur la totalité des sommes certifiées sur le mois concerné.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur. Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de vingt (20) % du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

10.3. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit dix (10) % du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de cinq cents (500) euros HT.

10.4. RÉSILIATION

10.4.1. RESILIATION DE PLEIN DROIT

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.4.2. RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD ENTRE LES PARTIES

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.4.3. RESILIATION AUX TORTS EXCLUSIFS DU TITULAIRE

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire et notamment en l'absence de règlement de la commission sur vente sur deux mois consécutifs ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- dans l'hypothèse de non déclaration des chiffres d'affaires et/ou de non-paiement des commissions facturées par l'EdA et/ou de refus de fournir l'attestation de chiffre d'affaires, non exécutions répétées, défaillances ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.
- en cas de récurrence de non-conformités constatées.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.4.4. RESILIATION UNILATERALE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 11 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de leur part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site, en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire ;
- à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur et des formations clientes, aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur et les formations clientes s'engagent à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engagent à faire respecter la confidentialité des informations portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 13 – LITIGES

Dans le cas où les discussions entre le titulaire et la(es) formation(s) cliente(s) ne peuvent pas aboutir à un commun accord concernant une rupture ou un retard (au-delà des niveaux prévus dans l'annexe 2 au présent CCAP), il est possible de se référer à un tiers (ici le pouvoir adjudicateur) afin de concilier les parties par la mise en place de dispositions communes.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par l'application des lois et règlements français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.2	Schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7.1
Article 8.3.4	Bons de livraison	Article 31
Article 8.3.5	Contrôles à la livraison	Article 30.1 Article 30.4
Article 9.2.2	Emission des bons de commande	Article 3.7.1
Article 10.2	Sanctions et pénalités	Article 14.1.3
Article 10.3	Exécution aux frais et risques	Article 45
Article 10.4	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42